

Discours du premier secrétaire Olivier Faure

Samedi 29 août





Le Parti
socialiste

Seul le prononcé fait foi

Blois 2026

Cher Marc Gricourt, merci de nous avoir si bien reçus pour cette 7e édition à Blois de notre campus, merci à Antoine et aux amis de la fédération de Loir-et-Cher pour votre accueil.

Merci aux permanents, aux secrétaires nationaux, aux bénévoles à commencer par ceux du Service d'Ordre. Vous avez toute notre gratitude.

Je remercie également évidemment nos partenaires écologistes, communistes, de Debout !, de L'Après, de Place publique, de la GRS d'avoir répondu présents. Vous êtes ici, chez vous, au cœur de la gauche, sur notre campus.

Chers amis, chers camarades,

Cet été, la France a brûlé sous nos yeux. Ce n'était plus une métaphore : des hectares de pins, de garrigue, de chênes centenaires, sont partis en fumée en quelques heures. Des villages évacués en pleine nuit. Et à chaque nouveau feu, la même sidération : celle de voir se consumer en quelques heures ce que des générations avaient mis des siècles à faire pousser. La même stupeur de voir périr, piégés par les flammes, des millions d'animaux : chevreuils, écureuils, lapins, c'est tout le vivant qui meurt...

À quelques kilomètres de chez moi, la forêt de Fontainebleau, vieille de 40 000 ans, inspiration des impressionnistes, forêt dont Victor Hugo fut membre du comité de protection, a été dévorée par les flammes.

Sur ces bois calcinés reposent la suie de nos lâchetés et le charbon de nos aveuglements.

Nous avons vécu un été dans l'enfer d'une canicule dont nous savons qu'elle sera désormais, non plus l'exception mais la norme ; et si nous ne changeons rien, une étape vers pire encore.

Enfer des incendies, enfer des inondations, enfer des tornades, enfer des vies détruites. Je veux saluer ici nos maires, nos présidents de départements et de régions qui ont lutté et protégé nos concitoyens.

Je veux avoir une pensée particulière pour notre camarade, Martial Zaninetti, maire du Porge et les habitants de sa commune où 183 habitations ont été détruites.

Je veux bien sûr saluer le courage absolu des pompiers, des militaires, des agriculteurs, de tous ces bénévoles qui sont venus combattre des flammes à plus de 1 000 degrés. (Oui, nous pouvons les applaudir.)

Bien sûr, je pense aussi au drame absolu que subit le Népal. Le monde entier est en proie aux conséquences de la crise climatique et la solidarité internationale se mobilise.

Mais il ne suffira plus de dire notre peine ou de louer le courage ! Il faut agir !

En 2022, après les incendies historiques de Gironde, les ministres se sont déjà déplacés, ont déjà promis de tirer les leçons, déjà annoncé des moyens nouveaux. Quatre ans plus tard, la catastrophe est encore supérieure et les visites d'État ont surtout visé à masquer une improvisation coupable.

Ils ont asséché les crédits aux collectivités, divisé par quatre le Fonds vert, reporté l'achat de Canadairs : toutes ces restrictions qui se voulaient économies ont conduit à des pertes estimées à 15 milliards !

Alors qu'est-ce que c'est que ce plan d'urgence annoncé par le gouvernement de 12 millions d'euros pour les collectivités quand l'achat d'un Canadair en vaut 47 ? Il faut reconstruire Le Porge, accompagner les enfants traumatisés, les habitants qui ne savent plus où dormir et qui doivent faire face aux assurances, aider les entreprises sinistrées, leurs employés et toutes les communes touchées.

Mais pourquoi reconstruire à l'identique, si c'est pour connaître demain les mêmes conséquences ? Il faut désormais mettre un mot sur notre responsabilité : l'habitabilité.

Rendre habitable, c'est garantir les conditions d'une vie digne : de l'eau disponible, un air respirable, des écoles où l'on puisse apprendre, des forêts vivantes, une agriculture capable de produire, des villes où l'on puisse encore marcher et vivre dehors.

Le climat n'est plus une politique parmi d'autres. La transformation écologique doit imprégner toute notre action. L'heure du socialisme écologique est arrivée.

La bifurcation écologique doit d'urgence devenir un investissement national. Je propose de créer un grand fonds national et européen, doté de ressources permanentes permettant d'investir sur 20 ou 30 ans dans la diversification des forêts, les sols, la circulation de l'eau, la restauration des zones humides, la prévention des incendies et des inondations, l'adaptation des villes et la protection des populations. Il faut programmer, planifier ; rien ne se fera en trois mois. Les annonces marketing sans lendemain, ça suffit.

L'environnement n'est vu par la droite et l'extrême droite que comme une dépense. C'est tout le contraire, la transformation écologique est un gisement d'emplois et une nouvelle odyssee industrielle à construire. Il faut mettre le paquet sur les énergies renouvelables, qui sont les seules à garantir un approvisionnement à la fois décarboné et vraiment souverain. Ce que la France a su faire dans les années 70 avec la filière nucléaire, elle doit aujourd'hui le faire avec les renouvelables.

Nous devons changer notre manière de définir nos fondations. Nous savons valoriser une route ou un réseau électrique, mais pas ces infrastructures sur lesquelles repose notre vie : un sol capable de retenir l'eau, une forêt résistante au feu, une zone humide qui amortit une crue, une canopée qui protège une ville pendant une canicule.

Nous appelons encore « environnement » ce qui est en réalité au cœur de notre sécurité collective. Notre système est devenu absurde. Seule la destruction est rentable. Nous donnons un prix à l'arbre lorsqu'il est coupé, mais pas lorsqu'il retient l'eau, stocke du carbone, protège un sol ou rafraîchit un territoire. Il faut inverser cette logique qui privatise le bénéfice de la destruction et fait payer à la collectivité le coût de la réparation !

Le tocsin doit sonner. Tout le monde doit s'y mettre ! Il faut cumuler investissements publics et privés. Je propose de suspendre le versement de dividendes pour toute entreprise qui ne s'engage pas résolument dans sa propre transformation écologique. Pas écolo, pas de cadeau ! Assez perdu de temps !

On nous dira écologie punitive ? Mais la punition, elle est déjà là. Et cette dette-là, la dette écologique, personne ne pourra l'effacer ni la rembourser ! Voilà ce que devraient dire les agences de notation !

Mais soyons clairs, l'écologie ne convaincra jamais si elle consiste à demander aux plus modestes d'abandonner un mode de vie qu'ils n'ont pas les moyens de quitter. On ne pénalise pas celui qui utilise sa voiture quand aucune alternative crédible n'existe. La justice sociale est la condition de la réussite de la transformation écologique !

Notre projet ne peut pas être celui du « moins pour tous ». Il doit être celui d'une autre abondance : plus de transports publics, plus de logements confortables, plus d'arbres, plus de services publics, plus de temps, plus de santé, plus de nature accessible. Moins de gaspillage matériel et davantage de vie !

Les libéraux veulent une règle d'or ? Nous leur en proposons une : vous avez défié l'or noir, nous voulons sanctuariser l'or vert. Plus aucun budget de l'État ne pourra être présenté s'il demande plus à notre terre que ce qu'elle peut nous donner.

J'entends déjà le chœur des pleurnicheurs, tous ceux qui menaceront de quitter le pays, parce que décidément, nous serions réfractaires au business. On nous promettra le FMI, la ruine, la désolation.

Mais rassurez-vous, rien de tout cela n'arrivera. En revanche, si nous ne faisons rien, vous vivrez, et vos enfants après vous, les pénuries et l'inflation sur les produits alimentaires, les conflits d'usage autour de l'eau, les passoires thermiques, le travail rendu impossible dans tous les métiers où la climatisation est absente, la dépendance énergétique...

Nous devons devenir une nation résolument verte, et parce que la France adoptera cette attitude implacable avec les pollueurs, vous verrez : le monde l'adoptera.

François Mitterrand disait « Quand la France rencontre une grande idée, elles font ensemble le tour du monde. » Je le crois toujours.

Je suis aussi venu vous parler d'un autre feu, qui avance à la même vitesse, avec la même logique de dévastation, et que nous regardons avec la même sidération impuissante, qui précède trop souvent le moment où il est déjà trop tard.

Ce feu-là ne brûle pas les arbres. Il brûle ce que nous avons mis un siècle à construire : la Sécurité sociale, l'école de la République, le droit d'asile, l'égalité devant la loi, le refus des discriminations, l'État de droit... Ce feu qui vient de l'extrême droite n'a pas besoin de vent pour se propager, il se nourrit de la peur, du ressentiment, des frustrations. Son meilleur combustible, c'est la politique menée pendant 10 ans par Emmanuel Macron.

Dans les années 2000, la richesse par habitant se positionnait 15 % au-dessus de la moyenne des pays de l'Union européenne. Aujourd'hui, nous sommes passés en dessous de la moyenne ! La fable du ruissellement ne tient plus. Le chômage est reparti à la hausse, la dette se creuse, tout indique notre affaiblissement. Le macronisme a tourné le dos à notre passé de grande puissance industrielle, scientifique, sanitaire, diplomatique.

Regardons les choses en face. À huit mois de la présidentielle, l'extrême droite n'est plus à la porte du pouvoir, elle a déjà un pied dans l'entrebâillement.

Elle prospère sur un terreau que nous connaissons : la désindustrialisation qui a vidé nos villes moyennes, le constat d'un État qui a déserté certains territoires avant que l'extrême droite n'y installe ses permanences, la peur du déclassement chez ceux à qui on avait promis que leurs enfants vivraient mieux qu'eux.

Et comme les feux de cet été, l'incendie politique avance vite parce que les conditions sont réunies : une défiance sèche comme l'herbe en août, un débat public qui s'embrase à la moindre étincelle, des digues républicaines qu'on croyait pare-feu et qui, une à une, cèdent. Ce n'est plus un risque lointain. C'est déjà une trajectoire.

La question n'est plus de savoir si le feu peut arriver jusqu'à nous. Il est déjà là.

Et je le dis avec une colère qui n'est pas feinte : cette progression de l'extrême droite, la droite dite républicaine y participe, jour après jour, qu'elle l'assume ou non. Elle a commencé par emprunter son vocabulaire, puis ses obsessions, puis, de plus en plus souvent, ses voix à l'Assemblée. Chaque fois qu'elle choisit de débattre sur le terrain de l'extrême droite plutôt que de le refuser, elle légitime un peu plus l'idée que ce terrain est le seul terrain possible. Chaque texte sur l'immigration, chaque convergence murmurée ou assumée, c'est un pas de plus dans la même direction. On ne se rapproche jamais du feu sans s'y brûler. Ceux qui pensent pouvoir emprunter les mots et les propositions de l'extrême droite sans en payer un jour le prix, se trompent devant l'histoire.

Voilà pourquoi nous devons nous dresser, être la digue, ne rien lâcher de ce qui fonde l'identité profonde de notre pays depuis la Révolution française ! Nous sommes là comme au premier jour, humbles mais fiers d'une histoire qui se confond avec celle de toutes les grandes conquêtes sociales !



26 août 2024

Discours
d'Olivier

Premier secrétaire d'Etat

Nous sommes entrés dans le temps des ogres. Le pouvoir brut est de retour, et il ne se cache plus. L'extrême argent s'est cyniquement choisi l'extrême droite comme allié, et réciproquement. C'est notre mission de les arrêter avant qu'ils ne nous dévorent.

Nous assistons à une nouvelle mutation du capitalisme. Entendons-nous bien : je ne parle pas ici des ETI, des PME ou des petits entrepreneurs qui défendent leur métier avec passion. Je parle du système capitaliste incarné par les grands groupes, de la tech, de l'énergie, de l'agroalimentaire, souvent détenus par des fonds d'investissement sans âme. Le capitalisme des premières révolutions industrielles n'était pas le paradis. Loin de là ! Mais les combats du monde ouvrier avaient permis d'arracher des droits nouveaux, et de mettre le partage de la valeur à l'agenda.

Désormais, la planète brûle par l'avidité sans fin d'un néo-capitalisme forcené qui ne voit la nature que comme un immense champ de profits financiers.

Les nouveaux cannibales ne ressemblent pas aux industriels du XIXe siècle ni aux conglomérats du XXe. Ils portent le capitalisme dans sa forme prédatrice ultime, ils mangent la planète comme on dévore un capital, méthodiquement, joyeusement, en se distribuant des dividendes jusqu'à l'os.

Le capitalisme numérique et énergétique a besoin de métaux critiques, de terres rares, de capacités de calcul, d'accès à une énergie abondante et stable. Il ne peut pas fonctionner sans lithium, cobalt, nickel, cuivre, graphite, gallium, silicium...

Pour assurer sa domination, ce capitalisme n'est plus seulement un système de production et d'échange. Il ne produit plus, il capte : l'eau, l'énergie, les sols, les ressources rares. Les urgences collectives n'entrent pas dans les préoccupations des nouveaux dominants. Ce qui les enrichit nous affaiblit !

Licencier des salariés dont on ne connaît ni le visage ni le nom, barrer la route des baleines pour installer une plateforme de forage, exploiter la forêt d'Amazonie jusqu'à sa destruction totale : tout cela relève de la même mécanique : les profits avant la vie.

Et ce qui est nouveau, c'est que les États-Unis, qui sont à la fois la plus grande démocratie du monde et la plus importante force militaire, s'affranchissent désormais du droit international et menace l'ordre mondial pour imposer un nouvel ordre géopolitique.

La liberté que promeuvent Trump et ses amis libertariens, c'est la liberté de nouveaux colons à la recherche de nouveaux esclaves pour servir de nouveaux empires.

C'est le retour de la loi du plus fort !

Eh bien moi je veux porter avec vous la loi du plus juste !

Il y a une différence fondamentale entre la droite, l'extrême droite et nous. Ils nous répètent à tue-tête que la liberté, c'est l'absence d'entraves, qu'il suffit de retirer l'État, la règle, la loi, qu'il faut limiter la redistribution, pour libérer les énergies. La liberté consisterait simplement à ne pas être empêché. Ce qu'ils nous vendent, c'est la liberté du renard dans le poulailler.

Pourtant c'est la règle qui protège et donne à chacun les conditions de sa liberté.

Et c'est précisément ce pare-feu qu'est l'État social que droite et extrême droite, sous couvert de rendre aux Français leur liberté, s'apprêtent à démanteler. Elles agitent la tronçonneuse de Milei et de Trump, moins d'impôts, moins de protections, moins de services publics !

Pour nous autres, la liberté, c'est disposer réellement des moyens de devenir ce qu'on est capable d'être. En théorie, la misère ne supprime pas la liberté ; mais en pratique elle la rend inaccessible.

Le socialisme est d'abord une politique des capacités réelles. Il ne promet pas seulement l'égalité devant la loi. Il donne à chacun les moyens de sa liberté.

Cette liberté-là ne tombe pas du ciel. Elle se construit et se protège.

C'est tout le sens de ce que, face à la loi du plus fort, j'appelle la loi du plus juste. Non pas une loi qui contraint la liberté, mais la condition qui la rend possible. La Sécurité sociale n'a jamais été une entrave à la liberté des Français : elle est ce qui a permis à des millions d'entre eux de ne pas être esclaves de la maladie ou de la vieillesse ! L'école gratuite n'a jamais confisqué la liberté des enfants : elle la leur a donnée ! Chaque digue que la gauche a bâtie au vingtième siècle n'était pas une prison. C'était un pare-feu ! Nous devons retrouver le fil historique du socialisme français.

À chaque époque, la gauche a identifié une nouvelle frontière de l'émancipation.

Hier, il fallait arracher l'enfant au travail, le salarié à l'arbitraire patronal, le malade à la peur de ne pouvoir se soigner, le vieillard à la misère. Sur tous ces acquis il ne faut pas reculer mais consolider.

Aujourd'hui, de nouvelles vulnérabilités apparaissent : l'accès à une alimentation de qualité, le logement, la dépendance, l'isolement, la précarité du travail, l'enfance mal protégée, les fractures territoriales.

Notre devoir n'est pas de conserver pieusement l'État social du XXe siècle. Il est d'en prolonger la promesse au XXIe siècle !

Aujourd'hui, un Français sur cinq renonce à bien manger faute de moyens, pendant que l'agro-industrie dicte ce qui finit dans nos assiettes. Est-ce juste que la qualité de l'alimentation dépende de vos revenus ? Est-ce juste qu'il y ait une malbouffe pour les pauvres et un accès à une nourriture de qualité pour les plus aisés ?

Je le dis, la liberté de bien manger ne peut dépendre du seul compte en banque. Une sécurité sociale de l'alimentation est déjà expérimentée à l'état embryonnaire dans plusieurs villes ; demain, elle peut prendre la forme d'un fonds national qui permette aux familles les plus modestes de faire leurs courses à des tarifs réduits pour une nourriture en quantité et en qualité suffisante.

Le socialisme ne peut pas être une tiédeur, une mollesse. Le socialisme est, dans son essence, révolutionnaire. Notre radicalité n'est pas tonitruante, mais elle consiste à aller à la racine des choses. Quand le logement absorbe la moitié d'un salaire, quand l'école n'a plus les moyens d'empêcher la reproduction des inégalités, quand le travail ne permet plus de vivre décemment, quand l'héritage décide davantage d'un destin que le mérite ou le talent, nous ne voulons pas nous contenter de poser des rustines sur l'injustice. Nous voulons en supprimer les causes !

Nous porterons dans cette campagne cette radicalité tranquille mais tranchée, celle de François Mitterrand et de la gauche unie en 1981, cette radicalité souriante, celle de Léon Blum et du Front populaire en 1936. Cette radicalité méthodique, celle de Lionel Jospin et de la gauche plurielle en 1997.

Qui oserait dire que ces socialistes n'ont pas changé la vie ?

Toutes les grandes lois sociales l'ont été sous nos gouvernements : les cinq semaines de congés payés, la retraite, les 35 heures, la couverture maladie universelle, le revenu minimum, les droits dans l'entreprise... Et, de l'abolition de la peine de mort avec Robert Badinter au mariage pour tous sous François Hollande, nous avons donné à l'humanisme un accomplissement.

Et c'est nous, c'est nous qui porterons dès les prochains jours la loi intégrale contre les violences faites aux femmes. Avec Céline Thiébaud-Martinez, avec Boris Vallaud, avec Patrick Kanner.

C'est nous qui porterons dès les prochains jours la loi intégrale contre les violences faites aux femmes avec Céline Thiébaud-Martinez, et c'est nous qui portons le combat des 160 000 mineurs qui sont aujourd'hui confiés à l'Aide sociale à l'enfance avec Isabelle Santiago et Ayda Ayda Hadizadeh !

Il nous reste tant à faire.

Avant d'aller plus loin, je veux justement m'adresser à la jeunesse, trésor d'une nation. Je suis l'heureux père de quatre enfants, d'une tribu de six avec ma compagne. Ma maison est une auberge espagnole. Et je mesure tout ce que nous ne vous avons pas donné.

Nous vous devons des excuses. Sans ironie ni démagogie. Pour n'avoir pas su vous protéger du chaos écologique. Pour n'avoir pas enrayé une pauvreté qui broie aujourd'hui 10 millions de personnes et singulièrement plus de 4 millions des moins de trente ans. Pour vous avoir trop souvent négligés plutôt que de répondre aux angoisses de votre génération.

Je ne peux pas accepter l'effondrement psychique de notre jeunesse. 1 lycéen sur 5 confie avoir eu des pensées suicidaires récurrentes. Cette dégradation, amplifiée depuis le COVID, tient à l'angoisse climatique - 70% des jeunes se déclarent éco-anxieux -, au harcèlement numérique, aux inégalités et aux discriminations. Nous proposerons un retour massif des psychologues scolaires et de tous les encadrants capables d'alerter, d'apaiser et de soigner.

Je ne peux pas accepter que des enfants soient battus, violés, dans le silence des familles, écrasés par la honte et l'inertie de services sociaux exsangues. À ces enfants, je le dis : je vous crois, par principe, contre vents et marées !

Au pays des hussards de la République, nous voulons des classes à 19 élèves pour donner à chacun sa chance et mener le grand combat pour l'éducation — celui que Malala Yousafzai, prix Nobel à 17 ans, portait à la tribune des Nations unies en 2013 : « Un enfant, un professeur, un livre et un stylo peuvent changer le monde. ! »

Pour les enfants qui arrivent le ventre vide à l'école, je veux un petit déjeuner gratuit dans les écoles. Nous le ferons en concertation avec les maires. La période appelle des mesures tranchées et concrètes. Nous sommes le pays de Racine, Hugo, Zola, Dumas, Baudelaire, Rimbaud, Duras, Yourcenar, Vuillard, Mathieu, Slimani... Je veux redonner aux enfants le goût et le plaisir de lire qui est le meilleur antidote aux écrans.

Enfant, mon père nous lisait à voix haute les pièces de théâtre et les livres qu'il aimait. Un souvenir qui m'a armé pour la vie. C'est un grand service public de la lecture que je nous invite à créer en y associant les auteurs, les créateurs, les poètes, les comédiens au service des plus beaux textes. Ouvrir la culture à tous, c'est offrir à chacun sa liberté.

Je veux que chaque enfant dispose d'un capital républicain qui permette à ceux qui ont quitté le système scolaire prématurément, de disposer d'une seconde chance pour se former, se reconvertir ou créer son activité professionnelle.

Économiser sur nos enfants c'est faire tourner le monde à l'envers.

Il faut assumer la bataille de la fiscalité.

L'impôt n'est pas une punition. Il est la cotisation que nous versons à la civilisation commune.

L'impôt finance ce que personne ne peut construire seul : l'école, la santé, la justice, la sécurité, les infrastructures, la solidarité entre toutes et tous.

Nous devons donc remettre de la progressivité là où elle a reculé, évaluer systématiquement les centaines de milliards d'aides et de niches fiscales, conditionner les aides publiques à des obligations précises en matière d'emploi, de salaires, d'investissement et de localisation de l'activité.

Il n'y a pas de hasard. Il y a des choix. Chaque réduction fiscale non évaluée est une école qui n'ouvre pas, un service d'urgence qui ferme ! La fiscalité est un miroir qui dit qui nous avons décidé de protéger en priorité.

Le Parti
socialiste



Tout est question de choix. Nous avons découvert pendant le Covid que la France ne produisait plus le paracétamol qu'elle consommait. Ce n'est pas un accident de l'histoire : c'est le résultat de quarante ans de délocalisations au nom du profit, et au détriment de notre système de santé.

La même vulnérabilité traverse notre défense. La loi de programmation militaire, le pilier européen de défense : ce ne sont pas des dossiers réservés aux experts. Un continent qui ne peut pas assurer sa propre sécurité n'est pas un continent libre ; il est un continent qui négocie sa liberté avec ceux qui, eux, ont gardé les moyens de la leur. Nous ne voulons plus d'une Europe qui dépende des humeurs erratiques du locataire de la Maison-Blanche ! Nous sommes, nous serons aux côtés de la résistance ukrainienne pour défendre leur et notre liberté !

C'est ça la France !

Et j'en viens à ce qu'on essaie sans cesse de nous voler : notre identité. L'extrême droite a fait de ce mot, son arme favorite, en le rétrécissant jusqu'à l'étouffement. Une identité fermée, figée, qui exclut plus qu'elle ne rassemble. Mais relisons Patrick Weil, relisons Amin Maalouf, relisons Édouard Glissant : l'identité française ne s'est jamais construite dans la pureté, elle s'est construite dans la relation. Nous sommes une France qui n'est ni éternelle, ni nouvelle, mais vivante ! Un pays dont l'identité a évolué au fil des siècles, qui s'est métissé, un pays qui s'est enrichi de ses apports extérieurs ! Aucune couleur de peau, aucune religion, aucune généalogie ne définit l'appartenance à la nation. Nous sommes tous les héritiers des soldats de Valmy, des résistants du Vercors, des combattants de Bir Hakeim, dès lors que nous épousons les valeurs de la République !

Plus que jamais parce que le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme explosent dans notre société, nous devons nous battre contre les préjugés. Il n'est pas acceptable qu'une partie de la population ait moins de chances de réussite, moins d'accès à l'emploi. Il est indigne qu'une partie de nos compatriotes se voit dénier le droit de se sentir pleinement Français génération après génération !

Personne ne nous reprendra le mot de nation.

La nation n'est pas l'addition de ceux qui se ressemblent. Elle est l'organisation politique de nos différences autour d'un destin commun, c'est la défense commune d'un idéal qui se résume de quatre mots : liberté, égalité, fraternité, laïcité.

Notre patriotisme n'a rien à voir avec le nationalisme. Le nationalisme a besoin d'ennemis pour fabriquer de l'unité. Le patriotisme républicain construit de l'unité en donnant à chacun une place dans le récit commun !

Et ces racines communes, c'est notre État social qui les tisse. La Sécurité sociale, l'école, les services publics : ce ne sont pas des dépenses, ce sont les seuls lieux qui restent où un enfant de cadre et un enfant d'ouvrier partagent encore quelque chose. Voilà pourquoi nous tenons à la mixité scolaire : quand l'école se ferme sur elle-même, c'est la nation entière qui perd son ciment. Défendre l'État social, c'est défendre le seul endroit où l'on continue à faire nation ensemble. Voilà pourquoi les services publics sont aussi des institutions démocratiques. Une maternité, une école, une gare, un bureau de poste, un tribunal, un commissariat ne sont pas seulement des lignes budgétaires. Ils disent à chaque citoyen : où que tu habites, tu comptes pour la République.

Quand ils disparaissent, ce n'est pas seulement un service qui s'éloigne. C'est la République elle-même qui devient plus lointaine. Et dans ce vide s'installent alors le ressentiment, l'abandon et tous ceux qui ne croient plus que la démocratie les protège.

Car ce qui se joue derrière chaque incendie que j'ai décrit ce soir, c'est une bataille pour l'imaginaire. Regardez Poutine, regardez Xi, regardez Trump : ce sont des hommes qui ont compris l'intérêt de confisquer l'imaginaire d'un peuple pour décider ce qui est racontable, ce qui est pensable, ce qui est désirable. L'autoritarisme du vingt-et-unième siècle ne commence pas par des chars. Il commence par des récits qu'on nous impose, par une histoire qu'on nous vole. Défendre la liberté aujourd'hui, c'est aussi défendre notre droit collectif à raconter notre propre histoire, c'est défendre la culture et la liberté de l'information.

Les forces autoritaires prospèrent lorsqu'elles réussissent à convaincre qu'il n'existe plus d'avenir commun, seulement des menaces, des ennemis et des déclin. Alors affirmons-le : un autre futur est possible ! La politique est la capacité d'un peuple à imaginer ensemble un avenir qui n'existe pas encore et à décider de le construire.

L'État doit se comporter en stratège, protecteur et organisateur du temps long. Un État qui ne se contente plus de compenser les dégâts après coup.

Un État qui fixe des priorités nationales, investit dans de nouvelles odyssées industrielles, anticipe, organise les transitions sociales, garantit l'égalité entre les territoires et protège les biens essentiels. Il nous faut retrouver la capacité de penser à dix, vingt ou trente ans. L'un des drames de nos démocraties est qu'elles savent ce qui les menace mais qu'elles continuent à gouverner à l'horizon du prochain trimestre budgétaire.

Gouverner, c'est aussi représenter les générations futures qui ne votent pas encore. Gouverner ne devrait jamais consister à sacrifier l'avenir au présent.

Cela passe par le budget qui vient.

J'assume d'avoir cherché, avec mes camarades députés et sénateurs, un compromis sur le budget précédent. Nous avons obtenu des avancées : la suspension de la réforme des retraites, le repas à un euro pour les étudiants, la hausse de la prime d'activité pour les salariés modestes. Nous avons obtenu que l'on ne touche pas aux franchises médicales, que les pensions de retraite ne soient pas sous-indexées et que les prestations sociales (RSA, AAH, minimum vieillesse, APL) ne soient pas gelées, que plusieurs centaines de milliers de salariés non imposables ne rentrent pas dans le barème de l'impôt sur le revenu. Sur tous ces sujets, nous avons obtenu qu'en 2026 le musée des horreurs demeure une fiction.

Nous avons obtenu là un répit, mais ce que nous voulons, ce n'est pas simplement une trêve momentanée, c'est un changement de politique !

Le Premier ministre entend ouvrir le dialogue. Nous ne l'avons jamais refusé. Mais nous viendrons avec nos propositions. À quelques mois d'une élection présidentielle, chacun aura à se définir. Je souhaite que dans le débat nous démasquions l'extrême droite. Que chacun comprenne ce qu'elle défend et QUI elle défend au-delà de ses slogans. Ce débat budgétaire sera partie intégrante du débat présidentiel.

Mais qui pense que le Premier ministre aura encore la force d'imposer à ses deux prédécesseurs à Matignon le moindre compromis ?

Gabriel Attal et Édouard Philippe annoncent vouloir rapprocher le net du brut par une baisse des cotisations sociales...

Et comment ces génies entendent financer ces pertes pour la Sécurité sociale ? Le premier veut réduire la protection sociale et augmenter parallèlement l'impôt le plus injuste, la TVA ! Bilan des courses : ce que les salariés gagneront d'une main, ils le rendront à la caisse du supermarché, en revanche pas touche aux multimillionnaires avec la taxe Zucman !

Quant au second : il entend livrer 15 % de nos retraites à la capitalisation, alors même qu'il sait parfaitement que les Français qui ont tant de mal à finir le mois, n'auront jamais aucune épargne à placer. Les femmes, plus touchées par le temps partiel et les écarts de salaires, seront doublement pénalisées par ce modèle strictement individuel !

Eh bien moi, je leur dis en votre nom : Les cotisations ne sont pas des charges, mais notre protection collective. Si vous voulez augmenter le pouvoir d'achat des Français, augmentez le SMIC, convoquez une conférence salariale où l'État conditionne ses aides à l'augmentation des salaires, et commencez par ceux des femmes ! Encadrez les loyers, faites baisser le coût de l'énergie, fusionnez l'impôt sur le revenu et la CSG pour la rendre progressive !

Nous ne sommes pas là pour assurer la survie du macronisme. Nous avons su prendre nos responsabilités dans le cadre d'un compromis exigeant qui a évité de cumuler la crise politique à une crise géopolitique et énergétique. Mais personne ne nous fera avaler cette potion qui n'a ruisselé nulle part depuis 10 ans ! Si la copie qui sort des débats est celle de MM. Attal et Philippe avec le soutien de l'extrême droite, nous censurerons !

Voilà mes amis.

Nous y sommes.

C'est maintenant que tout commence. Nous nous sommes tous engagés, ici dans cette salle, pour vivre ces moments.

Ces combats portés à l'incandescence, car cette bataille présidentielle sera le grand moment de la bataille culturelle. Elle peut se résumer à une question : quel prix accordons-nous à notre commune humanité ?

Quel prix accordons-nous à l'émancipation, au progrès social, à la vie digne, au droit de chacun à vivre pleinement, totalement, dans sa diversité, dans son unicité ?

Nous voulons un monde ouvert où chacun peut développer ce qu'il est, là où il est, en contribuant à son bonheur et à celui du pays où il vit.

C'est le respect de la dignité humaine, de la démocratie, de l'universalisme. C'est la bataille de la paix, non seulement dans notre pays mais entre les nations, de Boutcha à Gaza ! Chaque vie compte ! Le droit international doit être respecté, la convention de 1948 sur la prévention des génocides doit être respectée, et nous devons revendiquer d'être au premier rang de ces combats !

J'ai en mémoire la phrase émerveillée prononcée par Youri Gagarine après le premier vol spatial accompli par un être humain. 108 minutes de vol en orbite. Et à la descente, cette phrase : « C'est tout simplement merveilleux. La Terre est bleue. »

Tous les astronautes le disent : vu de l'espace, il n'y a pas de frontières, de guerre, il n'y a que la beauté des mers, des montagnes, des rivières et cet infiniment bleu.

Cette harmonie est le vrai sens de la vie. C'est à cela que nous devrions nous consacrer. À créer l'harmonie en prenant des décisions basées sur la loi du plus juste. Le socialisme depuis s'est battu pour que chacun ait sa part du monde. Il doit désormais se battre aussi pour que le monde lui-même demeure habitable et partageable.



Aujourd'hui, plus que jamais, l'histoire attend de nous du courage, de l'audace et de l'humanité. Les dix ans qui viennent de s'écouler ont abîmé notre pays. Emmanuel Macron a raté son rendez-vous avec ce pays, avec la grandeur de son histoire, la soif de justice des Français. C'est terminé. Ses anciens Premiers ministres pourront se couvrir de cendres, c'est terminé. Le bloc central va s'effondrer. C'est terminé ! La seule question est désormais de savoir qui sera chargé de reconstruire.

Tout reconstruire,

Tout réparer.

Tout réorganiser.

Je veux dire à ceux qui nous écoutent et nous attendent : nous sommes prêts.

Nous avons travaillé ! Merci à tous ceux qui ont contribué, autour de Chloé Ridel, à la rédaction de notre projet.

Nous ne promettons pas des mirages, pas plus que du sang et de nouvelles larmes pour ceux qui ont déjà trop pleuré. Nous promettons de tout rebâtir ensemble.

Je vous le dis du fond de mon cœur, de mon être : vos combats, vos joies, vos peines, vos espoirs, je les fais miens. Nous pouvons encore changer la vie. La politique n'est ni impuissance ni résignation. Elle est la porte des possibles.

N'écoutez pas les ricanes, les analyses, les sondages. Barre, Balladur, Juppé, Fillon, Zemmour, Pécresse : tous ont été sacrés champions des sondages. Barre, Balladur, Fillon n'ont pas atteint le second tour. Juppé n'a pas passé sa primaire. Zemmour n'a été qu'un feu de paille. Pécresse n'a pas fait 5 %. Je me souviens aussi que François Hollande a commencé à 3 % et qu'il est devenu président de la République. Rien ne se passe jamais comme prévu !

Nous avons décidé d'une primaire ouverte à tous. Nous débattons et nous choisirons dans la clarté. J'appelle tous nos concitoyens sans distinction à se joindre à nous, à venir choisir entre les candidats et, à l'issue, à accompagner la campagne et la victoire !

Faisons tous ensemble honneur à la gauche. Montrons que la confrontation d'idées n'a pas besoin de la disqualification de l'autre, que nous avons entendu les Français et que nous sommes en mesure de leur offrir un avenir désirable !

Chers camarades, j'achève mon propos en revenant à ces images qui ont brûlé nos écrans tout l'été. Un pompier qui a combattu ces incendies vous le dira : on n'arrête pas un feu en versant de l'eau au hasard sur la crête. On l'arrête en préparant, bien avant l'été, des pare-feux.

Dans moins d'un an, la France choisira entre deux récits : celui d'un pays qui laisse le feu décider à sa place, ou celui d'un pays qui a eu le courage de stopper la reprise de flammes, avant qu'il ne soit trop tard.

Nous ne promettons pas que tout le monde aura la même vie, mais nous garantirons à chacun la même dignité, la même considération et les moyens d'exercer sa liberté. Qu'un enfant naisse riche ou pauvre dans une ville, un village, une banlieue, en hexagone ou en outre-mer, dans ces pays des océans, qu'il soit valide ou avec un handicap, qu'il croie au ciel ou qu'il n'y croie pas, je veux avec vous qu'il puisse regarder son avenir sans que quelqu'un l'ait déjà écrit à sa place. Le socialisme n'a jamais eu pour ambition de fabriquer des vies identiques, mais il a toujours porté cette magnifique ambition, empêcher que la naissance, l'argent, la maladie, la géographie ou la domination décident seuls de nos destins. C'est cette promesse d'émancipation que nous devons remettre au cœur du pays. Nous regardons le monde qui vient et nous avons choisi ensemble de ne pas le subir. Nous sommes ensemble prêts à le transformer. En 2027, la France a rendez-vous avec son histoire. Alors, je le dis, nous serons au rendez-vous.

Nous ne promettons pas que tout le monde aura la même vie. Mais nous garantirons à chacun la même dignité, la même considération et les moyens d'exercer sa liberté !

Qu'un enfant naisse riche ou pauvre, dans une ville, un village ou une banlieue, qu'il soit valide ou avec un handicap, qu'il croit au ciel ou qu'il n'y croit pas, je veux avec vous qu'il puisse regarder son avenir sans que quelqu'un l'ait déjà écrit à sa place.

Le socialisme n'a jamais eu pour ambition de fabriquer des vies identiques. Mais il a toujours porté cette grande ambition : empêcher que la naissance, l'argent, la maladie ou la domination décident seuls de nos destins.

C'est cette promesse d'émancipation que nous devons remettre au cœur du pays.

Nous regardons le monde qui vient. Nous avons choisi de ne pas le subir.

Nous sommes prêts à le transformer.

En 2027, la France a rendez-vous avec son histoire.

Nous serons au rendez-vous !

Vive la République et vive la France !



Le Parti
socialiste